

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marché passé selon la procédure adaptée (MAPA)
Marché de services
Marché n°M2025-001

Objet du marché :

**Réalisation pour le compte de la Caisse primaire
d'assurance maladie de Haute-Loire d'examens de
prévention en santé, d'entretiens individuels de
prévention et de consultations tabac pour ses assurés**

Date limite de remise des offres :

Vendredi 31 octobre 2025 à 10h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE 2 : DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES	4
ARTICLE 4 : PRIX	5
ARTICLE 5 : RESPONSABILITE ET ASSURANCES	5
ARTICLE 6 : LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE.....	6
ARTICLE 7 : REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE.....	6
ARTICLE 8 : MODALITES DE REGLEMENT	6
ARTICLE 9 : CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 10 : CONDITIONS D’EXECUTION DES BONS DE COMMANDES.....	8
ARTICLE 11 : CESSION / NANTISSEMENT	8
ARTICLE 12 : CLAUSE D’EXECUTION FINANCIERE.....	8
ARTICLE 13 : PENALITES	9
ARTICLE 14 : SOUS-TRAITANCE	10
ARTICLE 15 : CLAUSE DE CONFIDENTIALITE.....	100
ARTICLE 16 : MODIFICATIONS DU MARCHE.....	111
ARTICLE 17 : RESILIATION.....	111
ARTICLE 18 : VOIES DE RECOURS	12
ARTICLE 19 : SUBSTITUTION DU TITULAIRE EN CAS DE DEFAILLANCE.....	122
ARTICLE 20 : DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE	122
ARTICLE 21 : DEROGATION AU CCAG.....	122

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

1.1 Objet de l'accord-cadre et dispositions générales

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation pour le compte de la Caisse primaire d'assurance maladie de Haute-Loire d'Examens de Prévention en Santé (EPS), d'Examens Individuels de Prévention (EIP) et de Consultations tabac pour ses assurés.

Ce marché contribue à la réduction des inégalités sociales en santé.

L'exécution du marché est soumise aux conditions techniques décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

1.2 Parties contractantes

Les parties contractantes de l'accord-cadre sont :

- D'une part : la Caisse primaire d'assurance maladie de Haute-Loire, 10 avenue André Soulier TSA 99998, 43009 Le PUY-EN-VELAY Cedex, désignée dans le présent CCAP par l'expression « organisme » représentée par son Directeur, Arnaud TISSOT.
- D'autre part : L'entreprise titulaire de l'accord-cadre, désignée dans le présent CCAP par l'expression « titulaire ».

Le comptable assignataire est Madame Anne BRUNELLE, Directrice Comptable et Financière de la Caisse primaire d'assurance maladie de Haute-Loire.

1.3 Cadre juridique

Le marché est un marché public de services sociaux et autres services spécifiques.

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée en application de l'arrêté du 19 juillet 2018 modifié portant réglementation sur les marchés de organismes de sécurité sociale, et de l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec un maximum de 1 500 000 € HT, conformément aux articles R2121-8 et R2162-4 du Code de la Commande Publique.

Un bon de commande annuel est émis par l'organisme dans les conditions fixées à l'article 10 du présent CCAP et peuvent être passés jusqu'au dernier jour du marché.

1.4 Allotissement

Conformément à l'article L2113-11 du Code de la Commande Publique, le marché n'est pas alloti, car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.5 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

- Variantes :

Les variantes sont interdites.

- Prestations supplémentaires éventuelles :

Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles.

ARTICLE 2 : DUREE DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre est conclu pour une période ferme d'**un (1) an à compter du 1er janvier 2026**. Il pourra être reconduit trois (3) fois par période d'un (1) an et par tacite reconduction. La durée totale du marché ne pourra excéder une période de quatre (4) ans soit le 31 décembre 2029,

Dans le cas de la non reconduction, l'organisme notifie sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard trois (3) mois avant l'expiration de chaque échéance. Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard un (1) mois suivant la fin de l'accord-cadre.

Le titulaire ne pourra refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non reconduction.

Les prestations doivent être exécutées comme indiqué au cahier des charges. Le candidat n'est pas autorisé à en modifier les clauses.

ARTICLE 3 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes : elles prévalent les unes par rapport aux autres en fonction de leur ordre et en cas de contradiction entre elles :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement ;
- L'annexe 1 à l'acte d'engagement, le Bordereau de Prix Unitaire (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le règlement de consultation (RC) ;
- L'annexe 2 à l'acte d'engagement, le cadre de réponse ;
- L'offre technique du candidat ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs à la notification du marché.

Pièces générales, non jointes car réputées connues du titulaire :

- Le Code de la Commande Publique ;
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures et des services ;
- L'ensemble des normes françaises, décrets et textes en vigueur à la date de la consultation et concernant les prestations objet de la consultation ;
- Toutes dispositions réglementaires ou législatives, nationales ou européennes en vigueur au jour de l'exécution de la prestation.

Aucune condition spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au marché sans accord préalable et expresse de l'organisme.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché. Elles sont réputées être connues des parties en présence et peuvent éventuellement être téléchargées sur : <http://www.legifrance.gouv.fr>. Cette liste n'est pas limitative, le titulaire devant se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du marché. Les conditions générales de vente du titulaire éventuellement jointes à l'offre ne se substituent en aucun cas aux conditions contractuelles du présent accord-cadre qui seules font foi.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature par le candidat du présent marché.

ARTICLE 4 : PRIX

4.1 Forme et contenu des prix

L'accord cadre est conclu à prix unitaire. Les prix sont réputés **fermes** sur la durée du marché.

Les prix de l'accord cadre sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans le bordereau de prix unitaire (BPU). Le taux de TVA en vigueur est celui à la date du fait générateur. Le titulaire du marché ne pourra, sous aucun prétexte et en aucun cas, revenir sur le prix qui a servi de base à son engagement.

Les prix unitaires de l'examen de prévention en santé, et de l'entretien individuel de prévention indiqués dans le BPU comporteront tous les frais afférents à cette prestation (notamment la partie médicale, l'accompagnement des consultants, la saisie du compte-rendu, les frais de déplacement et frais de biologie).

La proposition financière du titulaire est réputée comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations prévues dans le présent marché y compris les frais de transport qui en découlent. Ces prix devront tenir compte de toutes les prescriptions et obligations énoncées dans l'ensemble des documents du présent marché.

Aucun supplément ne sera accordé au motif d'une erreur éventuelle dans les éléments indiqués dans le dossier de consultation.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITE ET ASSURANCES

5.1 Responsabilités

Le titulaire est responsable des dommages causés directement ou indirectement à l'occasion de l'exécution du marché :

- A son personnel, au personnel de l'organisme ou à des tiers ;
- A ses biens, ou à des tiers ;
- Aux fichiers exploités.

5.2 Assurances

Le titulaire déclare qu'il a souscrit à une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'accord-cadre l'assurance en cause et à avertir immédiatement l'organisme de toute difficulté qui pourrait survenir.

Le titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Par ailleurs, le titulaire devra justifier un paiement régulier des primes d'assurance pendant l'exécution de l'accord-cadre.

Le candidat devra remettre une copie de l'attestation d'assurance à l'organisme dans son dossier de candidature.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'organisme et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du titulaire.

ARTICLE 6 : LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Conformément à l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration du droit, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du Travail, des pénalités lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du Code du Travail.

L'organisme informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5 du Code du travail, enjoindra aussitôt le titulaire de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à l'organisme la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

L'organisme transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le titulaire ou l'informera d'une absence de réponse.

A défaut de correction des irrégularités signées dans un délai mentionné par l'organisme, ce dernier en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par l'accord-cadre ou résilier celui-ci sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 7 : REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE

Tout au long de la durée de l'accord-cadre, et sur simple demande de l'organisme, le titulaire remettra les documents suivants :

- Attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF, sous quinze (15) jours calendaires ;
- Attestation fiscale, sous quinze (15) jours calendaires.

ARTICLE 8 : MODALITES DE REGLEMENT

8.1 Contenu et transmission des factures

En application des dispositions de l'article L2192-3 du Code de la Commande Publique, le titulaire est invité, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

Le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'organisme informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à ré-adresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'organisme en tant que destinataire de la facture, à savoir 775 603 723 000 13 ;
- Le numéro d'engagement qui correspond au numéro du bon de commande.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>

Dans le cas où, l'usage de Chorus Pro ne serait pas possible, le titulaire devra transmettre la facture en utilisant l'outil Bluefiles. A cet effet, un lien sera transmis au titulaire du marché par l'organisme.

Il est demandé que les factures soient adressées mensuellement en fin de mois.

Mentions devant figurer sur les factures papiers ou électroniques

Les factures devront comporter à *minima*, en application de l'article D.2192-2 du Code de la Commande Publique, les indications suivantes, conformes au marché :

- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro de facture ;
- Le nom et l'adresse du destinataire, à savoir Cpm de Haute-Loire, 10 avenue André Soulier CS 70324, 43009 Le PUY-EN-VELAY Cedex ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro du présent accord-cadre ;
- Le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- La date d'émission de la facture ;
- La description des prestations effectuées ;
- Le prix unitaire hors TVA des prestations ;
- Le montant total HT des prestations ;
- Le montant total TVA des prestations ;
- Le montant total TTC des prestations.

Le titulaire joindra à sa facture le listing reprenant le détail des personnes ayant bénéficié d'un examen de prévention en santé, un examen individuel de prévention, une consultation tabac et le lieu de réalisation de la prestation.

8.2 Modalités de règlement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique. Les prestations sont payables sur présentation de la facture. L'organisme se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, ou à tout autre compte communiqué par le titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant. Le directeur comptable et financier de l'organisme règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de trente (30) jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le titulaire et réception par l'organisme des prestations dans les conditions prévues au présent marché.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par l'organisme en application du présent marché donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du titulaire : les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la TVA.
- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus à l'article D.2192-35 du Code de la Commande Publique. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Dispositions générales

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre, les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché.

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

9.2 Formation du personnel

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé de réaliser les prestations, conformément à l'article 3.8 du CCTP.

ARTICLE 10 : CONDITIONS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDES

Un bon de commande annuel est émis par l'organisme.

Conformément à l'article R2162-5 du Code de la Commande Publique, les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Ils seront adressés au titulaire avant tout commencement d'exécution des prestations, par courriels.

Chaque bon de commande précisera :

- La référence du marché ;
 - La référence du bon de commande ;
 - La date d'émission du bon de commande ;
 - Le nom et l'adresse du titulaire ;
 - La nature de la prestation commandée ;
 - Les montants HT et TTC des prestations à exécuter ;
 - Le taux de TVA.

ARTICLE 11 : CESSION / NANTISSEMENT

Les créances nées ou à naître dans le cadre du marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la Commande Publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R2191-62 du Code de la Commande Publique est la Directrice comptable et financière de l'organisme bénéficiaire ou son représentant habilité.

ARTICLE 12 : CLAUSE D'EXECUTION FINANCIERE

12.1 Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

12.2 Avance

En application de l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique, une avance forfaitaire doit être accordée lorsque le montant du marché est supérieur à 50.000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire portée par le candidat. Le présent marché est exécuté au moyen de bons de commandes et ne comporte pas de minimum. Aussi, l'avance forfaitaire sera accordée pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution dépassant les deux mois.

En application de l'article R2191-7 du Code de la Commande Publique, le montant de l'avance forfaitaire est fixé à 5% du montant initial toutes taxes comprises si la durée de ce dernier est inférieure ou égale à 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance forfaitaire est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la Commande Publique, le taux d'avance est porté à 20%.

12.3 Acomptes

Le versement des acomptes sera effectué sur demande du titulaire conformément aux dispositions des articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la Commande Publique et des articles 11.2 et 11.5.2 du CCAG FCS, sous réserve que le titulaire du marché justifie de la valeur des prestations réalisées donnant droit à acompte.

ARTICLE 13 : PENALITES

Les pénalités seront applicables dès le premier euro et sont déductibles du montant hors taxe de la facture. Elles sont cumulables. Elles sont appliquées sans mise en demeure préalable.

L'organisme adressera par mail avec accusé de réception les anomalies relevées dans l'exécution des prestations et le montant de la pénalité sera ensuite déduit du montant de la facture adressée par le titulaire. Le titulaire pourra faire part de ses observations à l'organisme dans un délai de sept (7) jours ouvrables à compter de l'envoi du présent mail. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, elles seront dues dans les cas suivants :

Motif de la pénalité	Montant de la pénalité
Non correction des irrégularités concernant le travail dissimulé	10€ HT par jour ouvré de retard.
Non transmission des informations relatives aux invitations des publics cibles lors du comité de pilotage	30 € HT par constatation.
Non transmission du nombre d'orientations proposées vers la MAS dans le reporting mensuel	10 € HT par constatation.
Non transmission des actions d'informations, de prévention et d'accompagnement personnalisées en lien avec le service prévention de l'organisme dans le reporting mensuel	10 € HT par constatation
Non transmission des lieux de réalisation des EPS et/ou des lieux de résidence des assurés lors du comité de pilotage	10 € HT par constatation.
Non réalisation des formations à caractère obligatoires identifiées par le Cetaf	20 € HT par formation non réalisée.
Absence à la réunion de démarrage	50 € HT par absence constatée.
Absence à un comité de pilotage	50 € HT par absence constatée.
Non transmission des documents demandés à l'article 4.4 du CCTP concernant le suivi d'activités	10 € HT par document non fourni.
Non transmission des documents demandés à l'article 4.5 du CCTP concernant le rapport d'activité	5 € HT par document et par jour ouvré de retard.
Non transmission des documents demandés à l'article 4.6 du CCTP	5 € HT par jour ouvré de retard.
Non-respect du délai entre la réalisation d'un examen de prévention en santé et le rendu des conclusions	10 € HT par jour ouvré de retard.
Non utilisation de SAGE2 à partir du 01/04/2026	10 € HT par jour ouvré de retard
Non-respect du taux de 70% d'EPS PRECAIRES	-50 € HT par examen précaire manquant pour atteindre le taux de 70% d'EPS PRECAIRES
Non-respect du taux de 80% d'EPS PRIMO CONSULTANTS	-30 € HT par examen précaire manquant pour atteindre le taux de 80% d'EPS PRECAIRES

ARTICLE 14 : SOUS-TRAITANCE

Conformément à la loi n° 75-1134 du 31/12/1975 modifiée, le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations, objet du présent marché, sous réserve d'avoir obtenu de l'organisme l'acceptation de chaque sous-traitant selon les dispositions des articles R2193-1 à R2193-4 du Code de la Commande Publique.

Le candidat devra obligatoirement joindre à son dossier l'imprimé « Déclaration de sous-traitance » (DC4) en vigueur. Ce document est téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>.

Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire adresse la déclaration de sous-traitance à l'organisme par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception.

Toutes les clauses du marché s'imposent aux sous-traitants qui y seront soumis aux mêmes conditions et termes que le titulaire. Dans tous les cas, le titulaire principal demeure entièrement responsable des prestations sous-traitées vis-à-vis de la Caisse primaire d'assurance maladie.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, l'accord-cadre pourra être résilié de plein droit à ses frais et risques.

ARTICLE 15 : CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles ;
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du contrat ;
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du contrat ;
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du contrat ;
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre partie ;
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission ;
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat ;
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction ;
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie.

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent contrat et pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 16 : MODIFICATIONS DU MARCHÉ

16.1 Modifications relatives au titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l'organisme par mail à l'adresse suivante : logistique.cpam-haute-loire@assurance-maladie.fr.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable de l'organisme. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'organisme.

Dans ces cas, le titulaire doit en informer dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Les attestations fiscales et sociales ;
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du Code du Travail ;
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire ;
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire.

La cession du marché public acceptée par l'organisme fera l'objet d'un avenant conclu entre l'organisme, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau titulaire.

16.2 Modifications des prestations

L'organisme se réserve la possibilité de modifier les prestations initialement prévues dans l'accord-cadre notamment en cas de modification de la COG.

Dans ce cas, l'organisme devra en informer, par écrit, le titulaire de l'accord-cadre dans un délai minimum de **30 jours calendaires** avant la date d'effet de ces modifications.

Un avenant au contrat sera établi sans que le titulaire puisse élever une réclamation et dans la limite de 10% selon l'article R2194-8 du Code de la commande publique.

ARTICLE 17 : RESILIATION

Le présent accord-cadre pourra faire l'objet d'une résiliation dans les conditions fixées aux articles 38 à 45 du CCAG FCS.

ARTICLE 18 : VOIES DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal Judiciaire du Puy-en-Velay (Place du Breuil, CS 90335 43011 LE PUY-EN-VELAY).

ARTICLE 19 : SUBSTITUTION DU TITULAIRE EN CAS DE DEFAILLANCE

Les modalités prévues à l'article 45 du CCAG-FCS relatif à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire s'appliquent au présent accord-cadre.

ARTICLE 20 : DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire est tenu d'adopter un comportement responsable à l'égard de l'environnement et doit, dans la mesure du possible, réaliser les prestations du présent marché en limitant les impacts écologiques néfastes.

Dans le cas où plusieurs professionnels de santé interviennent au même endroit, il est demandé au titulaire de privilégier le covoiturage et de prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire son impact carbone lors de la réalisation de ses prestations.

A ce titre, le candidat présentera dans le cadre de réponse, annexe 2 à l'acte d'engagement les mesures environnementales qu'il met en place dans le cadre de la réalisation des prestations objet du présent marché (motorisation des véhicules utilisés, covoiturage, circuits, engagements en matière de formation sur l'éco-conduite des intervenants...)

Le titulaire respectera les engagements environnementaux pris dans le cadre de réponse concernant sa démarche environnementale, et à fournir tout justificatif qui pourra lui être demandé au cours du marché. Il pourra être soumis à des contrôles durant toute la durée de l'accord-cadre.

ARTICLE 21 : DEROGATION AU CCAG

Hormis les dérogations du présent CCAP rappelées ci-après, le titulaire reste soumis au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

ARTICLE DU CCAP	DEROGATION AU CCAG-FCS	OBJET DE LA DEROGATION
Article 3	Article 4	Pièces contractuelles
Article 13	Article 14	Pénalités